57e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 5 7-14 NOVEMBRE 1946

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Directeur

F.-M. CATHERINET
Ancien Supérieur du Grand Séminaire de Langres
Codirecteur

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. A propos de l'enquête d'*Esprit* sur l'Eglise et le monde moderne. — II. Etats-Unis 1946, vus par M. Maurois ; les idées de Sorokin sur notre civilisation actuelle. — III à VI. Notes et souvenirs de M. Charles-Roux sur son ambassade au Vatican jusqu'en 1940.

Et d'abord, chers lecteurs, enchaînons : notre dernière Causerie portait la date du 27 juillet 1939. Ce n'est pas à moi à vous expliquer mon trop long silence. Je vous parlais de l'extraordinaire carrière de Cecil Rhodes, d'après une série d'articles s'étalant depuis le 1er mai précédent, dans la *Revue de Paris*. Cette Revue est une de celles qu'il m'arrivera de vous citer. Il en est d'autres que je n'aurai plus à nommer ici, parce qu'elles ont été victimes de la guerre. Plût au ciel qu'il n'y ait pas eu d'autres victimes...

Parmi les Revues qui survivent, il en est une qui traverse sa quatorzième année, mais que je n'avais pas coutume d'introduire ici. Elle a pris cependant une place considérable dans l'actualité et c'est pourquoi, je me permets de vous la présenter. Elle étale fièrement sur sa couverture le titre : *ESPRIT*. C'est un programme et même un magnifique programme. S. Paul a recommandé pourtant de « tout éprouver, et de ne retenir que ce qui est bon » (I Thess., v, 21). Et s. Jean lui fait écho : « Mes bien-aimés, ne croyez pas à tout esprit ; mais voyez à l'épreuve si les esprits sont de Dieu » (I Jo., IV, 1).

Il ne paraît pas douteux que le genre d'*Esprit* est plutôt le genre, comment dirai-je ?... audacieux. Et cela n'est pas pour nous déplaire, parce que c'est un signe de vitalité débordante. Pourtant quand j'ouvre *Esprit*, j'ai toujours l'impression que je vais assister à une partie de rugby. Ce sera certes du beau sport, mais parfois un peu brutal. On aime mieux ne pas être sur le terrain. Et avant d'y entrer, il serait sage, comme on dit en termes très familiers, de « numéroter ses abatis ». C'est pourquoi, peu soucieux de participer à la bagarre, nous nous attribuerons ici le rôle de l'arbitre. Cela nous donnera droit au sifflet ! Et ce sera parfois utile.

I

Donc, en son numéro du 1er mai 1946, *Esprit* publiait quelques pages au titre évocateur, ou plutôt provocateur : *L'Eglise va-t-elle émigrer ?* Elles étaient signées Michel Dupouey. La direction les qualifiait elle-même « d'acides et ferventes ». Sans rappeler les passages les plus agressifs de ce texte, j'en citerai seulement la conclusion :

« C'est par l'Eglise que le scandale arrive aujourd'hui, car chacun sent la stérilité ou les destructions des révolutions de nos jours. C'est l'Eglise, par sa propre révolution, qui doit guider et féconder la révolution du XXe siècle.

Et ce jour-là, tout le monde sera « à l'église » et on ne s'y ennuiera plus ! »

A la suite de cet article, *Esprit* instituait une sorte de *referendum*, dans les termes que voici :

« Nous demandons à tous nos lecteurs : communistes, incroyants de toute école, croyants de toute confession et de tous partis :

Comment voyez-vous le divorce actuel du christianisme et du monde moderne ?

Comment en concevez-vous les prochaines étapes ? Quelle attitude seront-ils appelés à prendre l'un vis-à-vis de l'autre ?

Que pensez-vous des tentatives déjà faites sur le plan politique, confessionnel, etc., pour combler le fossé ?

Voyez-vous des moyens de l'éliminer ? Lesquels ?

Réponses à *Esprit*, 27, rue Jacob, avant le 15 juin. »

Et cette enquête nous a valu la publication en août-septembre d'un numéro, dont on peut bien dire qu'il fut un petit événement, dans la littérature de ces dernières vacances. Il y avait eu des réponses, beaucoup de réponses, — et quelques-unes émanant des plus hautes personnalités du monde catholique, — du monde littéraire, bien entendu.

Quelques-uns avaient mis dans leur consultation, un ton un peu rogue et doctoral. Tel Denis de Rougemont :

« Je ne vois pas le divorce en question. Pour qu'il y ait divorce, il faut qu'il y ait eu mariage. Or l'Eglise chrétienne est l'Epouse du Christ. Quand elle s'arrange trop bien avec le monde (Constantin et la suite), c'est qu'elle trahit son état... L'état d'*Esprit* qui fait enquête n'est pas celui d'une conquête. Attention. »

Bien dit, mais tiré peut-être un peu haut ! Cela passe au-dessus du but.

Dans le même sens, François Mauriac :

« Le divorce *actuel* du christianisme et du monde *moderne* n'est qu'un moment du divorce *éternel* du Christ et du monde... Je n'entre pas dans les raisons de M. Dupouey... Comme Fumet, comme Bernanos, vous remâchez les vieilles colères de Léon Bloy. Vous vous mettez en colère contre les robinets, contre les distributeurs automatiques de la grâce, mais ce qui importe pour chacun de nous c'est de devenir des saints.

Que m'importe les gens par qui le Christ m'est donné ! Vous croyez toujours que c'est mieux en face : mais le cardinal Thorez ou Monseigneur Florimond Bonte, protonotaire apostolique, valent les citoyens Gerlier et Suhard... »

Evidemment !

Etienne Gilson serrait le problème de plus près. L'essentiel de sa réponse est en ceci : vous avez l'air de dénoncer une décadence du christianisme, avec l'arrière-pensée qu'il y aurait eu un temps où le divorce en question n'existait pas entre le christianisme et le monde, où le christianisme avait pénétré toutes les couches de la société et donnait à tous les trésors du salut qu'il doit apporter au monde. Mais où donc, je vous prie, situez-vous cette époque bienheureuse ? A quel moment le christianisme fut-il plus actuel, plus prenant, plus fécond que maintenant ?

« Certains semblent croire que le christianisme se ferait mieux entendre de notre temps s'il s'engageait à fond dans une lutte contre les injustices sociales et la misère du peuple. Ayons le courage de dire que c'est là se tromper sur son essence et sur celle de son message.

[Car], « la misère irrémédiable contre laquelle il a mission propre et comme personnelle de lutter n'est pas celle des malheureux de ce monde, c'est celle du monde, qui est dans le bonheur humain même, comme le ver dans le fruit.

Il y aurait beaucoup à dire, non certes contre la foi des anciens jours mais sur la soi-disant perfection des sociétés chrétiennes de jadis. Les illusions qu'entretiennent à ce sujet les poètes ou les romanciers de l'histoire, ne résistent guère au moindre regard jeté sur la réalité. Il n'y a plus de clercs pour jouer aux dés sur les autels : cela se faisait à Paris au XIII[e] siècle, et nous ne regretterons tout de même pas les exemples donnés par le Roi Très-Chrétien, à qui parlait Bossuet. »

Et M. Gilson aurait pu sans peine multiplier les exemples. Avec lui, nous concluons volontiers :

« En fait, quel catholique français voudrait échanger son clergé d'aujourd'hui pour celui de *n'importe quelle autre époque de l'histoire de France* ? »

C'est nous qui soulignons, parce que nous croyons, l'histoire en main, qu'il a cent fois raison. On croit que l'on triomphe, parce qu'on a le pouvoir avec soi. Hélas ! c'est généralement le succès dans le monde qui est cause de dégénérescence dans l'Eglise. « Toute Eglise d'Etat est une Eglise qui s'appuie sur l'Etat, c'est-à-dire qui veut gagner le monde à Dieu par ses moyens, qui sont du monde et non pas de Dieu. »

Et encore : « Au cours de la longue histoire du Christianisme, pas un appui temporel qui n'ait été finalement pour lui une faiblesse. »

Ce qui fait l'illusion que le christianisme n'est pas actuel, n'est pas assez dans le monde de son temps, c'est qu'à mesure que le christianisme sanctifie le monde, ce monde change. Si bien que la tâche de sanctification est toujours à recommencer. « Implanté dans un monde toujours en devenir, où ce qu'il vient à grand peine de sauver lui échappe, sa tâche épuisante est sans cesse à recommencer. »

Conclusion : ce que le christianisme peut faire de mieux, c'est de rester lui-même et, s'il a faibli, s'il s'est en partie sécularisé en courant après le siècle, de retrouver sa pureté parfaite.

Ce serait la plus mortelle des erreurs pour lui, que de se mettre à la remorque des doctrines à la mode, pour mieux être de son temps. Il est avant tout de l'ordre de l'éternité, bien qu'il agisse dans le temps. Il est trop grand pour se rapetisser à la mesure des slogans qui passent.

M. Benda, lui, croit qu'il y a actuellement deux sortes de christianisme, l'un qui prétend se donner comme un principe de « vie », d'« action », de « dynamisme » — un « christianisme de choc » —, un principe d'évolution, un principe de solides établissements politiques. C'est ce christianisme-là, dont M. Benda est loin d'admirer les performances, qui est en train de faire de retentissantes conquêtes, aux élections des divers pays. Mais il est un autre christianisme qui rencontre la désaffection du monde actuel, c'est celui qui rabaisse « l'orgueil de vie » qui se tient dans l'éternel, qui s'éloigne de la politique, et porte peu d'intérêt aux choses de la terre. Ce christianisme-là, qui est le vrai, a toujours été malmené par l'humanité « qui est dans la vie », mais il l'est aujourd'hui plus que jamais. D'où la conclusion :

« La pérennité de ce second christianisme, qui me paraît le vrai, dépend de lui seul... Je ne crois pas devoir répondre à ceux qui m'opposent que c'est par des concessions à l'esprit du siècle que le vrai christianisme finira par gagner le monde. L'histoire m'apprend que lorsque le clerc croit devoir, par simple politique, adopter les valeurs du laïc, c'est le clerc qui finit par se laïciser, et non l'inverse. »

Comme on le voit, c'est toujours avec les yeux fixés sur l'histoire, que l'on répond au problème posé. Et l'on dira, après cela, que l'histoire ne sert à rien !

Il est clair que nous ne pouvons passer en revue toutes les réponses enregistrées par *Esprit*. Nous piquons au hasard, en tâchant de prendre le meilleur.

Certains, comme Mgr Bruno de Solages, font des distinctions : il y a *moderne* et *moderne*. Le monde moderne n'est pas le même en Russie et en Amérique, en France et en Belgique, en Angleterre et en Italie, etc. Il y a monde et monde, dit également l'abbé Henri Leclercq. D'autres mettent en accusation le monde. S'il y a divorce, à qui la faute ? Et pour qui est-ce un désastre ?

« Que ce divorce soit définitif, écrit le P. Bruckberger, personnellement, je le crois. Ce divorce est définitif parce que justement le Monde Moderne est né, à grandi pouce à pouce, s'est développé contre le Christianisme... Ceci dit, je ne crois pas que le Christianisme doive disparaître. C'est le Monde Moderne qui est en train de s'écrouler. Et je crois qu'il s'écroule à cause de sa négation fondamentale du Christianisme. »

Même note judicieuse chez Brice Parain.

En sens inverse, d'autres mettent en cause le christianisme et le condamnent sans réserve. C'est le cas de M. Hadamard, juif de naissance et athée de profession, professeur de mathématiques à la Sorbonne, membre de l'Institut.

« J'ai toujours pensé et pense de plus en plus — soyez certain que je ne suis pas le seul — au rôle admirable qu'aurait pu avoir le christianisme, si les chrétiens étaient vraiment chrétiens... N'est-il pas clair que si le Christ était revenu sur terre à la fin du siècle dernier, ce n'est ni Zola, ni Jaurès qui auraient pris la tête du mouvement dreyfusard ? »

Plus affirmatif encore M. Georges Mounin, communiste :

« La coupure entre le catholicisme et le monde est une coupure profonde et qui va s'approfondissant. La fêlure initiale, en fait, doit être datée du moment où la théologie a commencé d'être concurrencée en tant que totale explication du monde... »

A en croire M. Mounin, tout le problème actuel est celui-ci : « pour ou contre le capitalisme ». C'est peut-être rapetisser étrangement le problème. J'aurais cru qu'il dirait : « pour ou contre Dieu », ou encore : « esprit ou matière » ! Pas du tout. M. Mounin compte sur l'éternité pour discuter de ces vastes problèmes. Il n'a pas l'air de se douter qu'il sera bien tard et que, en attendant, il prend parti *contre*, ce qui n'est pas une assurance de pouvoir être *pour*, dans l'au-delà ! Il ne sait pas ce mot de l'Ecriture, que l'arbre reste couché du côté où il tombe ! Aussi, ne puis-je comprendre le ton allègre de cette finale : « Libérés tous ensemble, n'aurons-nous pas toute l'éternité pour disputer *sans couteaux* — c'est lui qui souligne — de l'existence de Dieu ! »

Une réponse très intéressante est celle de M. l'abbé Michonneau. Observateur aigu de la mentalité populaire, ou plus exactement du monde ouvrier des grandes villes, il sait dire exactement en quoi consiste et d'où vient le divorce entre le christianisme et le peuple. Selon lui, « la classe ouvrière est à la fois la plus éloignée de la pratique du catholicisme, et la plus proche de l'esprit évangélique ». Voire ! Il est vrai que l'auteur semble un peu confondre superstition et sentiment religieux, du moins dans le passage suivant :

« Les masses populaires — peut-être étonnerai-je — sont naturellement religieuses. Non pas qu'elles acceptent spontanément un dogme. Tout au contraire, elles sont en garde sur ce point. Elles ne croient désormais à aucun absolu, mais elles se laissent imposer des slogans, elles ont besoin d'affirmations, de principes simples. Je dis qu'elles sont religieuses parce qu'elles ne se défont pas de la croyance à des forces mystérieuses. »

Je me trompe peut-être, mais c'est cela même que j'appelle superstition, et j'aurais cru que c'était justement le contraire de la religion ! Mais n'oublions pas que nous n'entrons pas dans la bagarre ! La communication de l'abbé Michonneau ne s'en tient certes pas au passage douteux que j'ai rapporté. Elle est longue, approfondie, et intéressante, je dirai même réconfortante, par une sorte d'optimisme qui se refuse à désespérer :

« Le feu couve encore sous la cendre : malgré l'amoralisme matérialiste dû aux circonstances plus qu'aux doctrines, la morale chrétienne est encore charriée dans les veines des ouvriers. Elle reste comme un fonds commun auquel, malgré tout, il semble à certains jours plus solide et plus pacifiant de s'en rapporter. Quand les passions se taisent ou quand on juge les actions des autres, c'est sur une base chrétienne en général que l'on s'appuie. »

Dans une atmosphère entièrement différente se meut la pensée du P. Teilhard de Chardin. D'un apôtre du monde ouvrier, nous passons à un maître de la science contemporaine. Le P. Teilhard de Chardin est surtout attentif à la réconciliation de la foi et de la science. Il rappelle les conflits du passé entre ces deux souveraines, aux domaines différents. Le danger le plus mortel que pouvait courir la foi, selon le P., était que la science aboutît à « une sorte de Divinité entièrement immanente au monde », et tendant « progressivement à se substituer, dans la conscience humaine, au Dieu transcendant chrétien ». Ne plus voir que la Nature, avec un grand N, et nier Dieu, tel était le péril.

« Eh bien, dit le P., c'est en ce point critique d'un conflit enfin parvenu à maturité, que commence à se dessiner la réaction des croyants. » Jusqu'ici le dogme s'était adapté à un Cosmos de type fixiste. On avait une sorte de défiance instinctive de l'idée d'Evolution. C'était là une crainte un peu enfantine. Elle a été surmontée.

« Et c'est ainsi que, par simple incorporation et assimilation des vues évolutives modernes par la pensée chrétienne la barrière se trouve, à mon avis, supprimée qui, depuis quatre siècles, n'avait pas cessé de monter entre Raison et Foi. L'obstacle fixiste une fois écarté, rien n'empêche plus désormais catholiques et a-catholiques de s'avancer de front, la main dans la main, sur les grands chemins de la Découverte. »

Reste toutefois le conflit entre ce que le P. appelle « l'esprit faustien », c'est-à-dire la foi en l'humanité pour arriver au bonheur par le progrès et la science, et « l'esprit chrétien » qui met toute sa foi dans l'union à Dieu, à travers les puissances du monde en évolution.

Nous dirions plus simplement, conflit entre *orgueil* et *humilité*, entre *Lucifer* et *S. Michel !* Mais n'oublions pas que le vainqueur fut l'archange : *Deus superbis resistit !*

Nous pourrions arrêter ici ces extraits de réponses à la série de questions posées. Nous en avons présenté en effet, croyons-nous, toutes les idées importantes. Mais nous nous en voudrions de ne pas faire briller encore sur tout ce problème les lumières qu'y projette le R. P. de Lubac.

Il parle d'abord avec un peu d'ironie de tout le bruit qui se fait autour des soi-disant symptômes de décadence de l'Eglise. « La race des petits prophètes, dit-il, pousse aujourd'hui maints rejetons. Il n'y a pas lieu de s'en plaindre. » En effet, tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir. Des gémissements que l'on pousse sur l'Eglise, se dégage « une impression réconfortante ».

Au total, toutes ces plaintes rejoignent les « soucis de la hiérarchie » et les « cris d'alarme sortis des cœurs d'apôtres ». Nous sommes tous bien d'accord que tout ne va pas pour le mieux dans le monde, que trop d'âmes échappent à l'emprise du Christ, qu'il faudrait pouvoir aller beaucoup plus loin et plus profond dans les masses populaires, que la grâce du salut devrait toucher un plus grand nombre des rachetés de Jésus-Christ. Mais justement, « cette angoisse, cette recherche anxieuse, cette pensée toujours en éveil, cette autocritique réaliste, impitoyable, ce foisonnement d'« expériences » : ce ne sont pas là les signes d'une religion qui meurt ou d'une foi qui s'éteint. » Combien plus dangereuse serait la béate satisfaction, l'euphorie dans la torpeur ! Il est heureux que « tous les chrétiens de bonne volonté » soient « secoués dans leur sommeil ». C'est une grande grâce de l'Esprit-Saint, et cette grâce qui souffle où elle veut, ajouterons-nous, elle souffle même par *Esprit !* L'histoire encore ici peut nous instruire. Notre monde est plus déshabitué du christianisme qu'il ne l'était il y a cinquante ou cent ans, mais le christianisme est-il en recul ? « On le conclurait à tort ». Remontez par la pensée à 1830. Qui donc de nos jours écrirait le *Comment meurent les dogmes* de Jouffroy ? Qui donc, comme Henri Heine, mettrait « son mouchoir sur le nez, devant ce cadavre ? » Qui donc oserait dire

ce qu'entendait Ozanam : « Où sont vos œuvres, à vous catholiques ? » Quel prédicateur se sentirait pressé de refaire les Conférences de Lacordaire ? Non certes, nous n'en sommes plus à la situation de 1830. Si le christianisme « occupe moins de surface, il est pris davantage au sérieux. »

« Tel qu'il est actuellement vécu par un nombre croissant de fidèles le christianisme a de quoi réduire ces malentendus, surmonter ces obstacles. Je songe, en particulier, à cette montée de jeunes hommes, ne formant ni une école ni un parti, à la foi virile et réfléchie, ouverte et ferme... En profondeur, le contact est repris. Si la grande percée n'est pas faite, — et il ne faut pas l'attendre pour demain, — elle est du moins en bonne voie. »

Certains cependant s'impatientent. Ces nouveaux « Fils du Tonnerre » voudraient plus d'efficacité dans l'action apostolique et rêvent toujours d'une sorte de « feu du ciel ». Veut-on parler d'une efficacité dans le domaine politique ? Est-ce désirable ? Qu'a gagné l'Eglise à voir un Richelieu ou un Mazarin aux affaires ? « Il faut bien plutôt admirer que, contre vents et marées, ce qu'on a nommé le catholicisme social ait réalisé une œuvre de doctrine et de pénétration dont les fruits ne sont pas négligeables. »

Au surplus, quelle est donc la mission du christianisme ? « A supposer — nous en sommes loin, hélas ! — un fonctionnement social aussi parfait, c'est-à-dire un ordre aussi humain que possible, son œuvre ne serait pour ainsi dire pas commencée. » Et s'il attendait, pour commencer cette œuvre que les conditions temporelles fussent meilleures, il serait infidèle à « sa mission, qui est de sauver non pas une humanité future qui n'est qu'un mythe, mais l'humanité totale, dans les hommes concrets de chaque génération. » Pourvu que nous conduisions les âmes à Dieu, à Jésus-Christ, au ciel, nous faisons notre devoir essentiel. Or, nous le faisons, ou du moins nous y travaillons. C'est en vain que l'on veut juger l'Eglise, par les apparences extérieures. Son œuvre est au dedans. C'est la conclusion très juste du P. de Lubac :

« La vitalité chrétienne est beaucoup moins dépendante à chaque époque de tout ce qui se discute et s'opère sur la scène du monde, qu'on est porté à la croire. Sous les agitations de la politique, les remous de l'opinion, les courants d'idées et les controverses, échappant aux auscultations et aux enquêtes, une vie se maintient, se transmet, dont il est à peu près impossible de juger au dehors. Ma conviction, fondée sur une expérience évidemment trop courte, est que, de nos jours, en beaucoup de membres de l'Eglise, cette vie — vie donnée de Dieu, vie de foi, d'espérance, de charité, — est d'une profondeur, d'une pureté, d'une vigueur bien rarement atteintes ! »

C'est tout à fait notre avis. Et nous pensons que nous avons le droit de redire le mot de l'Epître à Diognète que l'Eglise catholique demeure « l'âme du monde ».

A voir la quantité et la qualité des réponses données au questionnaire d'*Esprit*, on peut mesurer l'intensité de résonance qui existe au sein du grand *corps mystique* du Christ, qui n'est que le Christ avançant vers sa « plénitude parfaite ».

II

Nous n'allons pas nous éloigner beaucoup du cercle de pensées que nous venons de parcourir, en ouvrant le numéro de septembre 1946 de la *Revue de Paris*. Ce qui nous attire ici ce sont des pages du journal de M. André Maurois, au cours d'un séjour dans une Université américaine. Il a intitulé ces pages : *Etats-Unis 1946*. On y trouve des notations vivantes, des croquis pris en pleine pâte du réel. Il avait donné, le 20 mars, à ses étudiants ce sujet de composition : « Vous faites votre autobiographie et vous faites le plan d'un chapitre : *Ce que je croyais à vingt ans...* » — Et il note le résultat : « Excellentes copies, car ils écrivent bien *dès qu'ils parlent d'eux* ».

Voici comment il résume les traits généraux du caractère de ces jeunes hommes :

« *a*) Presque tous affirment une croyance en Dieu : « Je ne comprends même pas que l'on puisse douter de l'existence d'un Dieu, écrit l'un d'eux. Il suffit de regarder une fleur, un arbre, le ciel pour sentir que le monde est l'œuvre de quelqu'un... » Mais ce qu'est ce « *Quelqu'un* », peu d'entre-eux croient, ou même souhaitent le savoir, hors les catholiques qui, tous, affirment une foi sans réserves dans le dogme de leur religion. »

Bravo pour les catholiques américains ! Au moins ils savent ce qu'ils croient et pourquoi ils le croient. Cela fait grand éloge de leur clergé.

Mais poursuivons :

« *b*) Tous sont heureux et fiers d'être Américains : « J'ai vu les pays d'Europe. Certains sont très beaux et je comprend qu'ils soient fiers de leur histoire, mais aucun n'a notre liberté. Même notre système économique, que je voudrais voir profondément réformé, depuis que j'en ai observé d'autres, je me dis que c'est encore le moins mauvais... » Presque tous se refusent à des allégeances de parti : « Démocrate ou républicain ? Que m'importe ? Je jugerai désormais chaque question et chaque homme suivant ses mérites » ;

c) Beaucoup sont partisans d'une économie planifiée. « Le peuple américain, écrit l'un d'eux, n'acceptera plus longtemps que quelques familles puissantes gouvernent son économie. » Mais ils ne sont pas moins hostiles à l'action sans contrôle des Unions : « Ce qu'il faut, disent-ils, c'est que le public arbitre les querelles de ces dictatures de droite et de gauche... Nous devons tous nous en mêler... Assez de neutres. Ce sont eux qui nous ont perdus. En Allemagne, vers 1932, il y avait dix millions de nazis et soixante-dix millions de neutres, mais les dix millions de nazis ont été laissés libres de ruiner l'Allemagne et le monde... Nous ne voulons pas de cela chez nous. »

Dans quelques années, ces jeunes hommes seront les directeurs de l'opinion dans leur vaste pays. Puissent-ils garder cette sagesse et cet esprit !

Mais justement, où allons-nous ? C'est le problème que tout le monde se pose. Au fond, c'est bien le problème que nous avons rencontré dans *Esprit*. Et voici une très curieuse réponse, dans le journal d'André Maurois. A la date du 10 janvier, il écrit :

« Lu un livre de Sorokin, professeur de sociologie à Harvard : *La crise de notre temps*. La thèse de Sorokin est que notre civilisation n'est pas moribonde, mais en voie de métamorphose, que des crises similaires, en Chine, aux Indes, en Egypte, en Judée, à Rome se sont jadis dénouées sans catastrophes irrémédiables, que le mal est le symptôme connu, classique, du passage d'une forme de civilisation à une autre. »

Idée très défendable. Mais voyons les arguments de Sorokin.

Selon lui, les hommes, au cours des millénaires connus de l'histoire, ont pratiqué trois formes principales de civilisation. Il appelle la première *idéa-*

tionnelle. Il veut dire, je pense, une civilisation qui met au premier rang de ses valeurs un beau palais d'idées. Il en donne comme exemple la civilisation du Moyen Age, en Europe occidentale. A cette époque, les valeurs suprêmes sont les valeurs divines. Elles sont supra-humaines, elles sont situées en plein absolu. Les hommes savent qu'ils n'ont qu'une chose essentielle à faire ici-bas : *leur salut*. Ils savent que la plus certaine de toutes les réalités n'est pas ce monde qui passe, mais bien la Cité de Dieu, la Jérusalem céleste. La philosophie et la science acceptent, comme chose naturelle et logique, d'être les servantes de la théologie. L'art est avant tout consacré à la gloire de Dieu, à la splendeur de son culte. Le roi règne par droit divin ; la famille est indissoluble ; l'économie est commandée par la morale. Les règles sont respectées et l'égoïsme réfréné. La vie apparaît comme un simple pèlerinage. Ces caractères ne sont pas seulement ceux de la civilisation catholique médiévale, on les retrouve dans l'Inde boudhiste, dans la Chine taoïste. Voilà donc le premier type de civilisation : *idéationnelle, supra-terrestre, absolue*.

Mais il est dans la nature de l'homme et des hommes d'être en perpétuel changement. L'humanité est instable. Elle cherche. Elle fait des expériences. Toutes les grandes civilisations « idéationnelles » ont subi la loi commune. Elles ont connu la décadence. Elles ont donné naissance à des périodes de transition que Sorokin appelle des civilisations « *idéalistes* », où l'idée joue encore un rôle considérable, mais où il s'opère un compromis impossible entre Dieu et Mammon. On croit toujours, mais on veut donner à la vie présente une valeur propre, et non plus seulement une valeur de transition ou de probation.

En troisième lieu, vient la civilisation « *sensorielle* ». L'exemple classique est celui de la Renaissance. Il y a alors réaction complète contre la civilisation « idéationnelle ». Les apparences extérieures peuvent être gardées, mais il faut regarder plus au fond. Au XVI^e^ siècle, par exemple, bien que survive la foi, les hommes, pour la plupart sont convaincus que « leur royaume est de ce monde », et ils agissent en conséquence. Entre l'*en-deçà* et l'*au-delà*, ils ont choisi le premier et misent à fond sur lui seul ! Le souverain demeure, en théorie, de droit divin ; en fait, il règne par la force, par la ruse, par la diplomatie et la politique, par l'armée permanente. Il arbore l'Evangile, mais son bréviaire est Machiavel ! Voyez une Catherine de Médicis, une Elisabeth d'Angleterre, un Henri VIII et même un Charles-Quint ! Que de traits ils ont en commun. Derrière eux, il faut apercevoir l'ombre du conseiller réaliste : Granvelle, Cromwell, William Cecil. La politique devient relativiste. Pas plus que l'économie, elle n'admet de valeurs morales absolues. Elle poursuit le bonheur, mais le bonheur terrestre, d'abord pour les élites, puis pour les masses. Le salut éternel s'estompe. Tout au plus prend-on une assurance *in extremis* de ce côté-là ! L'idée même de vérité se dissout. C'est l'homme qui en est la mesure. Ce n'est plus Dieu. Rien ne lie plus les hommes, car chacun prétend avoir le secret de ce bonheur que tout le monde rêve, et ce pour la vie présente ! Le divorce détruit la famille. L'art se fait réaliste, naturaliste, satirique. L'artiste ne travaille plus pour la plus grande gloire de Dieu, mais pour lui-même, pour sa gloire, pour s'exprimer, pour plaire ! Dans le vide laissé par l'esprit, la force s'installe. Et c'est là que se trouve le vice même de ces sortes de civilisation. Fondées sur l'épée, elles doivent périr par l'épée. Fondées sur la force, elles vont fatalement, inexorablement, par la loi même de leur existence, à la lutte, à la destruction mutuelle. Après quelques siècles d'éclat mensonger, voici qu'à son tour, la « civilisation sensorielle » est en pleine crise, en pleine décomposition. C'est ici que nous en sommes. C'est ce que nous appelons, non pas avec Sorokin, qui a écrit avant la bombe, mais dans le même sens que lui, « l'ère atomique ».

Voici en effet la description qu'il donne de notre civilisation actuelle : Une science divorcée de la morale a engendré des moyens de destruction d'une puissance inimaginable. Et comme le respect de la personne humaine est impuissant sur l'emploi de ces moyens, on peut s'attendre à tout désormais de la part des détenteurs des secrets de la force. L'art ? Vous savez ce qu'il est devenu. De plus en plus sensuel, il ne croit trouver la vérité que dans la laideur physique, et surtout morale. Musique, peinture, sculpture, littérature, surtout dans le roman, voyez où tout cela va ! En quel monde sommes-nous ? Tout nous heurte, tout nous froisse, tout nous choque, non seulement dans nos convictions, dans notre idéal moral, mais même dans nos oreilles, nos yeux, notre imagination, notre goût instinctif de propreté et de santé !

Autres caractères indéniables de notre temps : « substitution de la propagande à la recherche du vrai ; intolérable odeur de décadence et d'anarchie ; absence de valeur absolue. »

Que va-t-il donc arriver ? La fin du monde, ou du moins de notre monde, de notre planète, qui va sauter en éclats ? La destruction de l'humanité prédite et décrite par Wells, qui vient justement de mourir ? *Dies iræ, dies illa ?* — Mon Dieu, c'est possible, et c'est même probable, si rien ne venait rétablir l'équilibre dans les âmes et dans le monde !

Mais Sorokin pense que le processus déjà observé à maintes reprises dans le passé, peut encore se reproduire. En d'autres termes, il estime que le salut de la planète pourrait encore être assuré par un retour à une civilisation « idéationnelle ». Que l'humanité se jette dans cette voie, elle est sauvée du désastre ! Et c'est ici que nous rejoignons, en partie tout au moins, le questionnaire dressé par *Esprit*. En partie, disons-nous, parce que nous ne devons jamais oublier que la *fonction propre* du christianisme n'est pas de sauver la planète, mais les âmes, ni de faire ici-bas une civilisation respirable, mais de préparer la *Jérusalem céleste*.

Tout de même, il n'est pas sans intérêt de songer à ce qui se passerait si les hommes revenaient de toute leur âme à l'Evangile ! Voilà les pronostics de Sorokin : D'abord, l'humanité traversera une période de transition, — probablement, dit-il, celle où nous sommes, — et dans cette période, on verra se creuser le fossé entre les *cyniques totaux* (personnages de Hemingway ou d'Erskine Caldwell) et les *néo-mystiques* (Huxley, Maritain, Claudel). C'est la période indiquée dans l'Apocalypse : « Que celui qui est injuste fasse encore le mal, que l'impur se souille encore ; que le juste pratique encore la jus-

tice et que le saint se sanctifie encore. » (xxii, 11). Ainsi Pétrone fut-il le contemporain des stoïques et des premiers chrétiens. Ainsi le *Décaméron* de Boccace coexista-t-il avec les derniers ascètes du Moyen Age !

Nous assisterons ensuite à la désintégration finale de la « culture sensorielle », qui produira des politiciens, des savants, des artistes, de plus en plus médiocres, jusqu'au moment où ce terrifiant manque d'hommes de valeur obligera la société à chercher des dirigeants d'un autre type.

Alors les hommes comprendront de nouveau que le machiavélisme n'est qu'un expédient, que les sociétés ne peuvent pas se contenter d'être « des foires d'empoigne », sans se condamner aux désastres, aux calamités, aux fléaux des guerres périodiques et de plus en plus savantes, formidables, cyniques, destructrices. On finira bien par savoir que la recherche égoïste du bonheur de cette terre ne conduit qu'au malheur universel. Combien faudra-t-il pour cela de catastrophes comme celles que nous venons de vivre ? Nul ne le sait. Mais il faut désespérer de l'intelligence humaine, si elle ne finit pas par douter d'elle-même, en voyant où l'a conduite sa prétention de « faire son bonheur » d'elle-même, sans Dieu !

Naturellement, cette conversion ne se fera pas sans tâtonnements. Elle changera d'abord des individus, puis formera des groupes, enfin s'imposera à la terre entière. On adoptera de nouveau des valeurs supra-individuelles et absolues. On croira à l'éternel au-dessus du temporel !

« Ainsi Sorokin, remarque André Maurois, ne croit pas plus aux Cassandre qui annoncent la mort de la civilisation qu'aux commis-voyageurs du progrès par la science. Il pense que nous subissons une maladie sociale d'un type connu, que le diagnostic est facile et que la guérison est possible. »

Toutefois, prenons bien garde. La guérison annoncée ne saurait venir par des remèdes issus des fausses valeurs qui ont été les premières causes de tout le mal. Sans doute, le nationalisme et la propriété privée ont, dit-il, cessé d'être utiles et font probablement aujourd'hui plus de mal que de bien. Sans doute, une organisation internationale et une plus juste répartition des biens, que le communisme arbore comme programme, peuvent aider à la solution. Seulement, ces mesures ne peuvent, à elles seules, guérir la crise de notre temps parce qu'elles ne vont pas à la racine du mal. En certains pays, comme l'U.R.S.S., ces palliatifs ont été appliqués. Ont-ils résolu les problèmes essentiels ? En est-il résulté une sorte d'hommes plus justes, plus droits, plus humains, plus intelligents, plus artistes, plus respectables et dignes d'amour ? Non, l'anxiété demeure, parce que le poison subsiste. « Et quel est ce poison ? C'est *la croyance à la primauté du monde des sens ; c'est le mépris du Royaume de Dieu !* »

Ici, c'est nous qui soulignons, mais nous ne faisons que citer.

Et Sorokin donne la preuve de ce qu'il avance :

« Nos organes des sens, résume André Maurois, si imparfaits, ont été pris depuis la Renaissance, pour arbitres suprêmes de ce qui est réel et de ce qui ne l'est pas, de ce qui a une valeur et de ce qui n'en a pas. Le résultat est que l'infinie réalité a été réduite à l'un de ses aspects et appauvrie, que les hommes se sont volontairement privés de la grâce divine, et qu'ils ont cessé de respecter la personne privée de son contenu divin. Que faut-il donc faire ? Avant tout, reconnaître la vraie nature de cette crise, qui est une crise de culture. Ensuite, reconnaître que la culture sensorielle et scientifique n'est pas la seule et que le temps est venu pour nous de rendre sa place à l'autre aspect de la nature humaine. L'homme n'est pas seulement un organisme, mais un porteur de valeurs absolues. A ce titre, il est sacré, quels que soient son âge, son sexe, sa race, sa couleur, sa nation. Comme disait Kant, « la personne humaine doit être prise comme fin et non comme moyen ». De grands changements sont nécessaires pour que nos sociétés survivent et ils doivent se faire dans le sens du Sermon sur la Montagne.

Crise, — Epreuve, — Purification, — Grâce, — Résurrection, — tel est selon Sorokin, le cours normal des grands changements historiques. Nous connaissons aujourd'hui l'épreuve ; essayons de mériter la grâce. »

Qui n'approuverait cette vaste synthèse de l'évolution de l'humanité ? Ces grandes fresques sont utiles, pour éclairer la marche des hommes. Mais ce sont surtout les maîtres du monde qui ont besoin de telles leçons ! Hommes d'Etat, hommes de lettres, artistes, apôtres, tous ceux qui peuvent et veulent exercer une action, ils doivent s'efforcer d'aller, selon le mot de Bergson, « dans le sens de la création ». Seuls, les saints savent faire cela parfaitement. Conclusion : *Mon Dieu, donnez-nous des saints !*

III

En attendant, il faut lutter, il faut combattre. C'est le rôle de l'Eglise militante. Qu'elle le remplisse de son mieux, c'est ce qu'on l'accuse parfois de ne pas faire. Mais ces accusations même font partie du mal que Sorokin vient de dénoncer : c'est de la propagande et non de la vérité !

Nous avons, dès le premier numéro de l'*Ami*, le mois dernier, essayé de présenter le tableau des efforts de la papauté contre le fléau de la guerre. Et nous avons annoncé également que nous aurions à compléter notre exposé par les témoignages apportés récemment, dans les revues, par l'un des hommes les mieux placés pour voir et pour savoir, M. François Charles-Roux, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, et membre de l'Institut.

Ces témoignages, l'auteur si digne de foi les a confiés à deux revues différentes : à la nouvelle revue *Hommes et Mondes*, d'abord (numéros de juillet et d'août 1946, portant les chiffres 1 et 2, de la nouvelle publication), à l'ancienne *Revue de Paris*, ensuite (août 1946).

Dans la première, sous le titre, *Le Vatican et les Prodromes de la Guerre*, M. Charles-Roux remonte aux années 1930-1939, qui furent, sous le règne de Pie XI, les années du ministère du cardinal Pacelli. Ce furent des années agitées entre toutes, mais aussi des années où l'Eglise eut à jouer un rôle de grande importance. « Je ne crois pas, dit l'auteur, qu'il y ait eu, à l'époque contemporaine, ministère pontifical pendant lequel le facteur catholique ait joué plus grand rôle dans la politique mondiale. »

Ce fut surtout en Allemagne que ce facteur eut à intervenir. En 1931, le catholicisme y possède trois garanties : un concordat avec la Bavière, un concordat avec la Prusse, tous deux négociés par Monseigneur Pacelli, enfin le parti du Centre. A la veille du triomphe de Hitler, accoururent à Rome

des Badois qui sollicitèrent et obtinrent un concordat avec l'Etat de Bade, signe des craintes causées par le nazisme.

Mais voici que Hitler arrive au pouvoir. Il commence par anéantir tous les partis autres que le sien. Le Centre disparaît, sans résistance. Restaient les trois concordats. Hitler supprimant l'autonomie des Etats particuliers, devait aussi faire disparaître les pactes propres à ces Etats. Il ne croit cependant pas opportun de molester les catholiques. Il a besoin de les ménager. Il envoie donc von Papen à Rome, afin d'y négocier un concordat valable pour tout le Reich. Le négociateur a mission de réussir à tout prix ; il a licence de faire toutes les concessions. Il obtient donc aussi tout ce qu'il veut : un texte qui liera les catholiques, sans lier le nazisme !

« En contractant avec Hitler, Pie XI et le cardinal Pacelli se sont-ils fiés à sa parole, à sa signature ? Certainement pas sans restriction mentale. Mais quand ils eurent fait l'expérience de son infidélité à ses engagements, ils ne se repentirent pas pour autant d'avoir traité avec lui : « Je ne regrette pas notre concordat avec l'Allemagne m'a souvent dit le cardinal Pacelli. Si nous ne l'avions pas, nous n'aurions pas de base juridique pour fonder nos protestations. »

Moins de six mois, en effet, après la conclusion du concordat, les violations commençaient et les protestations aussi. Il s'ensuivit une tension diplomatique chronique, durant les six ans qui suivirent. Parallèlement, les catholiques allemands luttaient contre l'oppression nazie. Le cardinal Pacelli jugeait cette opposition courageuse. « Il me l'a souvent dit. Il lui tenait compte, en la jugeant telle, de deux circonstances : la violence de la tyrannie hitlérienne ; l'inconsistance de toutes les collectivités allemandes distinctes des nazis. »

Pour ce qui est de la violence de la tyrannie, on vit bien qu'elle ne reculait pas devant le crime, par les exécutions du 30 juin 1934. Il y eut alors des victimes catholiques. Von Papen n'échappa que de justesse. Quant aux anciennes formations allemandes, communisme, sozial-demokratie, elles perdaient pied et se ruaient dans le nazisme. Parmi les plus admirables « résistants », comme nous aimons à dire, il faut noter le cardinal Faulhaber, de Munich, les futurs cardinaux von Galen, évêque de Münster, von Preising, évêque de Berlin. Il y avait des curés dans les camps de concentration. Les couvents étaient fermés. Certains pasteurs prenaient comme modèles les évêques. L'opposition des puissances étrangères, bien mieux placées que ces « résistants » de l'intérieur, fut en général, faible, incohérente. Si quelqu'un est coupable des excès du nazisme, ce sont aussi les hommes d'Etat du monde entier ! Hitler faisait ce qu'il voulait. Il devait fatalement se griser de ses succès constants, dans tous les cas de friction internationale. Le Saint-Siège suivait avec angoisse la montée du mal. « Quand je lui (au cardinal Pacelli) demandais ses prévisions (au sujet de la situation), il me répondait : « Je m'attends plutôt à ce qu'elle empire ! » Et il ne se trompait pas.

La politique de Rome fut alors : 1° de ne pas faiblir, et par suite de faire des observations constantes pour toute violation du concordat, — et 2° de ne pas rompre, car c'est une chose dont le Saint-Siège laisse toujours l'initiative à la partie opposée. Les protestations s'accumulèrent juqu'à faire la matière d'un gros volume, toujours prêt à paraître, s'il était nécessaire. Les allocutions de Pie XI ne manquaient ni de clarté ni d'énergie. On se souvient du jour où il parla publiquement « d'une croix ennemie de la croix du Christ ». Quand Hitler vint à Rome, le pape quitta Rome pour Castel-Gandolfo, en déclarant que « l'air de Rome était devenu malsain ». Quand Ribbentrop passa en automobile, sous les murs du château pontifical de Castel-Gandolfo, le pape se plaignit que « l'on ne respectât pas même ses cheveux blancs ».

Dans le domaine doctrinal, Rome allait beaucoup plus loin, et prononçait des condamnations toutes les fois qu'il était nécessaire. Par exemple, une note officielle de l'*Osservatore romano* déclara contraire à la doctrine de l'Eglise, la loi allemande de la stérilisation. Mais le pape fit encore mieux par la condamnation globale du nazisme, dans son Encyclique admirable, en allemand, *Mit brennender Sorge*. Dans son fond, « c'est la condamnation formelle, explicite, motivée, de toutes les théories hitlériennes : racisme, néo-paganisme, idolâtrie de l'Etat, négation des droits de la personne humaine, mépris du droit en général, nationalisme outrancier ».

Ajoutez à cela son lancement, qui fut « un chef d'œuvre de mystère et d'audace ». Le texte était en allemand, pour être bien compris de tous. Les exemplaires en grand nombre furent transmis par la valise diplomatique au nonce à Berlin, et il les fit parvenir aux évêques et curés d'Allemagne. Le secret absolu fut gardé sur la préparation et la transmission du document. Puis, un beau jour, l'Encyclique fut lue en chaire, dans les cathédrales et les églises paroissiales. Elle parut dans l'*Osservatore romano*, fut éditée en brochures, traduite dans toutes les langues, et tout cela, trois ou quatre jours après la publication d'une autre encyclique frappant le communisme athée. Celle-ci, bien accueillie à Berlin, y aurait endormi les soupçons, si on s'était douté de quoi que ce soit ! « Coup de massue par son texte, coup de tonnerre par son lancement », dit très justement M. Charles-Roux.

« L'on a dit, et ce n'est pas invraisemblable, que sa rédaction en allemand fut plus spécialement l'œuvre du cardinal Pacelli qui, en effet possédait à fond la langue allemande. Je puis assurer que le mérite de son lancement en revint à la secrétairerie d'Etat. Le succès fut complet. Immense retentissement dans le monde entier ; colère, fureur à Berlin. »

La rupture entre Berlin et Rome fut bien proche alors. Et pourtant Hitler n'osa en prendre l'initiative. Il subsista des relations diplomatiques, mais nul accord réel, entre les deux puissances, ni sur l'interprétation du concordat, ni sur la doctrine.

A côté de ce problème central, il y en eut d'autres moins importants. Par exemple, celui de l'autonomisme alsacien. Le promoteur du mouvement était un certain abbé Haegy. Il est sûr que la lutte quasi ouverte du Saint-Siège contre Hitler fut pour beaucoup dans la baisse rapide du mouvement.

Pour ce qui est de la Sarre, on pouvait espérer que l'attitude de Hitler envers la religion catholique influerait sur le vote des habitants. Le plébiscite devait avoir lieu en janvier 1935. La France essaya de combattre la propagande allemande, auprès des catholiques sarrois. La Sarre dépendait ecclésiastiquement de Trèves et de Spire et les deux

évêques de ces sièges laissaient les coudées franches aux prêtre sarrois pour la campagne de rattachement à l'Allemagne. A la fin de 1933, la France demanda à Rome la nomination d'un administrateur apostolique. M. Charles-Roux, chargé de présenter cette requête au cardinal Pacelli, reçut la réponse qu'il était bien tard de faire une pareille démarche, à 15 mois du plébiscite ! On accorda seulement la nomination d'un visiteur apostolique, dont la présence n'enlevait pas la Sarre aux évêchés de Spire et de Trèves, mais plaçait à Saarbrück un observateur direct du Saint-Siège. Certains catholiques purent ainsi s'émanciper des consignes impératives de Berlin.

A Noël 1934, le pape employa, dans son allocution traditionnelle, des expressions significatives contre le « paganisme social », le « paganisme moral » et le « paganisme d'Etat », ainsi que contre les fauteurs de guerre. Enfin, le 7 janvier 1935, à la veille du plébiscite sarrois, le Saint-Siège proclamait son impartialité et sa neutralité, en disant : « Le Saint-Siège n'a d'autre volonté que de voir les Sarrois se déterminer d'après les préceptes d'une droite conscience catholique. »

Il est sûr que la situation politique et religieuse de la France elle-même n'était pas assez reluisante, à cette date, pour attirer beaucoup les Sarrois, et contrebalancer la propagande acharnée, financée et dirigée par Berlin. Ils votèrent en masse pour Berlin.

Un an plus tard, Hitler faisait rentrer ses troupes dans la zone démilitarisée de Rhénanie. La population, ici aussi, était en grande majorité catholique. Elle n'en exulta pas moins de ce geste triomphal de l'Allemagne. Le cardinal von Schulte télégraphia ses félicitations au ministre de la Guerre allemand. Il oubliait que l'acte ainsi glorifié par lui était un parjure double, par la violation du traité de Versailles et de celui de Locarno. Le Saint-Siège ne fut pas surpris de ces réactions violentes. Mais il en vit sans retard toute la gravité. On avait tonné contre le *Diktat* de Versailles, mais Locarno avait été un pacte parfaitement libre. Sa violation indiquait l'entrée dans des voies nettement révolutionnaires au point de vue du respect du droit. *L'Osservatore romano* publia des articles soulignant le péril. Il y en eut auquel le cardinal Pacelli avait mis la main, et où on lisait :

« Les rapports des peuples, comme ceux des individus, ne peuvent se passer d'une base, d'une règle inviolable. En droit public intérieur, cette base est constituée par la loi, garantie par l'Etat. En droit international public, elle ne peut résider que dans le pacte, garanti par la foi réciproque. Aucun autre principe ni aucune autre force ne pourraient assurer la justice et régler les mœurs, donner la stabilité à la vie internationale, sauvegarder la civilisation. »

Deux autres articles vinrent insister dans le même sens. « La foi du serment et l'idée de justice doivent être les bases sûres des pactes internationaux. »

M. Charles-Roux déclare qu'il aurait désiré alors que ces principes essentiels fussent affirmés dans un document pontifical. Ils ne le furent pas par crainte de représailles du Führer contre l'Eglise d'Allemagne.

Le cardinal Pacelli dit un jour à l'ambassadeur d'Allemagne, faisant allusion à ces attentats de Hitler contre les pactes consentis : « Pourquoi votre gouvernement agit-il toujours unilatéralement ? » — « Parce que par la voie de la négociation et des accords, l'on n'avance pas ! » Cette réponse confirma le cardinal Pacelli dans la pensée que Hitler avancerait, sans se laisser arrêter par aucune considération ! Mais Rome regretta alors que la France fût si molle : « Si vous aviez fait tout de suite avancer 200.000 hommes, me dit-il, vous auriez rendu un immense service au monde entier ! »

Ce mot mérite d'être retenu ! On accuse le Saint-Siège de n'avoir pas fait son devoir ! Ce serait bien plutôt à nos hommes d'Etat, de faire leur *mea culpa*. Un article de M. Paul Boncour, dans la *Revue de Paris* de mai 1946 : *Le coup de force de la Rhénanie*, confirme de tout point l'appréciation du cardinal Pacelli. Il fallait oser. Les Allemands tremblaient de tous leurs membres, en obéissant au Führer. C'était un pur bluff, mais il réussit ! A qui la faute ?

Le cardinal Pacelli voyait dès lors ce qui allait arriver. L'impunité encourageait Hitler. La prochaine victime serait, pensait-il, l'Autriche. Après cela, viendraient Memel, Dantzig, la région des Sudètes, la Bohême !

« Seule, disait le pape, la chronologie de ces tentatives ne peut pas être prévue. Mais si l'on ne peut pas dire par quoi l'Allemagne commencera et dans quel ordre elle continuera, on peut s'attendre à ce qu'elle pousse dans chacune de ces directions. » Tel était le jugement de Pie XI. « Pour quelqu'un qui m'avait dit un jour : « J'aime mieux être historien que prophète », Pie XI ne prophétisait pas mal. »

IV

La réoccupation de la Rhénanie avait été le tournant décisif. Vint ensuite l'*Anschluss* autrichien. Quelles forces pouvaient s'y opposer du dedans, puisque les forces du dehors étaient inertes ?

« Les seuls leviers dont disposât le cabinet de Vienne, pour manœuvrer l'opinion publique autrichienne contre l'Anschluss, étaient une longue tradition d'Etat, la conscience d'une civilisation propre et le sentiment catholique. » C'était surtout ce troisième facteur qui pouvait entrer en ligne, soulevant les deux autres. D'autant plus que les forces vives de l'Autriche avaient été regroupées, après 1918, par un grand prélat : Mgr Seipel. Cet homme d'Eglise avait été aussi un homme d'Etat, le plus représentatif de sa patrie, le chef des chrétiens-sociaux. Il avait fondé sa politique sur la Société des Nations. Il n'avait pas non plus négligé l'appui du Saint-Siège.

Après lui, le chancelier Dollfuss avait intensifié les mêmes tendances. Il était résolu à résister à la pression allemande. En sorte que l'on doit constater ceci : « Quand finalement il s'est trouvé à Vienne un gouvernement disposé à prendre résolument position contre l'*Anschluss*, c'est principalement le catholicisme qu'il choisit pour plate-forme de sa défense contre l'ambition du Reich et contre la contagion nazie. » Quand l'étoile de Genève vint à pâlir, Dollfuss marcha à l'étoile du Vatican. « Je l'ai vu, au Vatican, jusqu'à trois fois dans la même année. » Il y concluait un concordat qui faisait à l'Eglise, en Autriche, une situation sans exemple. Il avait entouré ce concordat, en sa ratification et promulgation, de toute la solennité possible. Il avait fait coïncider l'une et l'autre avec la mise en

vigueur d'une Constitution nouvelle, afin de lier les deux choses. Il déclara nettement vouloir faire de l'Autriche un Etat chrétien ; et il obtint, pour un Congrès catholique à Vienne, l'envoi d'un légat pontifical. Il fit à ce légat la réception des souverains, et s'entendit avec l'épiscopat de son pays, pour faire lancer l'anathème contre l'idéologie hitlérienne et les violences des nazis. Toute cette action, Dollfuss la déployait avec l'approbation du Saint-Siège. On sait qu'il tomba sous les coups de vils assassins nazis, le 25 juillet 1934, au cours d'un *putsch* qui échoua. Il ne serait pas exagéré de voir en lui un véritable *martyr du droit chrétien*.

« J'ai été témoin, dit M. Charles-Roux, de l'émotion et du dégoût soulevés au Vatican par cet assassinat. L'*Osservatore romano*, qui avait déjà flétri les meurtres commandés du 30 juin, à Berlin, s'indigna de leur répétition à Vienne. Pie XI et le cardinal Pacelli en furent affligés et écœurés. »

Ils comprirent cependant que ce n'était là qu'un début. Ils virent d'avance les circonstances qui allaient nuire à l'autonomie autrichienne. Elle avait été soutenue par Mussolini ; mais voici que le Duce se jette dans la guerre abyssine. Les autres puissances, sauf l'Allemagne, prennent des sanctions. L'Italie sort de la Société des Nations ; elle se brouille avec l'Angleterre et la France ; elle se jette dans les bras de l'Allemagne. Dès lors, l'Autriche est condamnée ! Le Saint-Siège, tout en sachant la cause désespérée, n'en soutint pas moins le successeur de Dollfuss, le courageux et infortuné Schuschnigg. Lui aussi, il vint à maintes reprises chercher au Vatican réconfort et lumière. En avril 1937, il fut appelé à Venise par Mussolini et Ciano, pour s'entendre dire que désormais l'Autriche ne devait plus compter sur l'appui matériel de l'Italie, pour son indépendance. Schuschnigg comprit la gravité de cette démarche et en fit la confidence attristée, à Vienne, au nonce.

A partir de ce printemps 1937, l'agonie de l'Autriche commence. Dès janvier 1938, le cardinal Pacelli confiait à M. Charles-Roux ses appréhensions d'une annexion pure et simple de l'Autriche par l'Allemagne. Après la fameuse entrevue de Schuschnigg avec Hitler à Berchtesgaden, « j'apprenais du cardinal Pacelli, qu'elle avait été d'une « violence inouïe » ; c'était sous la menace d'une invasion immédiate de son pays que Schuschnigg avait dû consentir à modifier la composition de son gouvernement, pour y faire entrer comme ministre de l'Intérieur Seyss-Inquart, celui-là même qui est devenu depuis le bourreau de la Hollande » — celui-là même qui, condamné à mort par le tribunal de Nuremberg, n'a pas craint de s'adresser à la reine Wilhelmine pour obtenir son intervention en sa faveur !

Dès Berchtesgaden, le cardinal Pacelli avait vu que les jours de l'indépendance autrichienne étaient comptés. Parlant des nazis, au début de mars, il disait à M. Charles-Roux : « Pour eux, il n'y a que la force qui compte, et tout ce que permet la force peut être entrepris. » Le Vatican faisait demander au gouvernement italien, par le nonce au Quirinal, si l'Italie ne ferait rien pour prévenir le coup de force que tout annonçait. Mais Ciano répondit qu'elle s'abstiendrait de toute opposition et protestation. Le 12 mars 1938 l'attentat s'accomplissait. Schuschnigg entrait en prison, pour n'en sortir qu'en 1945 !

« J'en suis affligé comme pape, s'écria Pie XI, plus affligé encore comme Italien ». Et il faisait connaître au gouvernement du Duce l'humiliation qu'il en éprouvait. Malheureusement, il avait à gémir encore davantage sur l'attitude de l'épiscopat autrichien. Le 18 mars, le cardinal Innitzer, archevêque de Vienne, faisait acte public de ralliement au III[e] Reich, en des termes empreints de complaisance pour le national-socialisme. Le 28 mars, l'épiscopat autrichien publiait un manifeste qui était une plate adhésion au régime nazi et un hymne à sa gloire.

« J'en ai souffert », m'avouait le cardinal Pacelli à propos de ces deux manifestations. Le 1[er] avril, l'*Osservatore romano* publiait une note officielle spécifiant que « le manifeste de l'épiscopat autrichien avait été rédigé et signé sans aucune entente préalable avec le Saint-Siège, ni approbation ultérieure de sa part ». En langage diplomatique, c'était un désaveu formel. Le cardinal Innitzer au surplus fut mandé à Rome, où il reçut une forte réprimande et signa une déclaration qui parut à l'*Osservatore* et qui rectifiait sa position !

« Dès le mois de mars 1938, j'avais appris du cardinal Pacelli que, d'après ce qui se murmurait à Vienne et à Berlin, Hitler n'épargnerait pas plus la Tchécoslovaquie qu'il n'avait épargné l'Autriche. » Ce pays tenait moins au cœur du pape que l'Autriche. Les relations avec lui n'avaient pas toujours été très cordiales. Cependant, depuis 1932, elles s'étaient notablement améliorées. Il s'était établi un *modus vivendi*, à défaut de concordat. En 1935, un congrès eucharistique à Prague avait fourni au pape l'occasion d'y envoyer un légat qui fut le cardinal Verdier. L'archevêque de Paris avait reçu là-bas un accueil triomphal. Pie XI en avait été heureux et avait conféré le chapeau à l'archevêque de Prague, Mgr Kaspar. Au départ de Masaryck de la présidence, Bénès avait profité des voix catholiques. Il y avait donc apaisement et union des esprits. Mais il restait le gros problème des Sudètes.

A partir de l'été 1938, il fut évident que Hitler avait résolu le démembrement de la Tchécoslovaquie. On se souvient de l'anxiété qui s'empara de l'Europe, de la suite rapide, et pour parler comme Hitler, « hallucinante » des événements : mission d'enquête et de médiation de lord Runciman, visites de Chamberlain à Berchtesgaden, puis à Godesberg, conférences de Munich, amputation de la République tchécoslovaque ! Ni le pape, ni son secrétaire n'avaient eu le moindre doute sur la suite de ces faits.

« Tandis que Hitler réclamait les Sudètes, la mitraillette au poing, et que Mussolini parcourait la Vénétie en prononçant des discours enflammés, Pie XI recevait à Castel-Gandolfo des élèves missionnaires et leur disait : « Gardez-vous du nationalisme exagéré comme d'une véritable plaie. Les événements ne me donnent que trop raison. Car c'est une vraie malédiction de divisions, d'oppositions et, peu s'en faut, la guerre. »

Pourtant, au Vatican, on ne crut pas longtemps à la guerre, à propos des Sudètes. On avait très vite compris que les puissances amies de la Tchécoslovaquie ne tiendraient pas le coup devant Hitler. Dès lors, pas de guerre immédiate. « De fait, Pie XI ne parla au microphone que le soir même du 29 septembre, quand le sacrifice du faible était en train de se consommer. Ce fut seulement pour offrir à Dieu sa vie pour le maintien de la paix. Il n'avait

pas voulu en dire davantage pour n'assumer aucune responsabilité morale dans le prix dont la paix serait payée. »

Le lendemain, trois Italiens, dont un prélat, reçus par le pape, éprouvèrent le besoin de le féliciter de ce que la paix était maintenue : « Elle est belle, répliqua le pape, la paix replâtrée aux dépens du faible, même pas consulté ! C'est une paix injuste, que celle à la négociation de laquelle toutes les parties n'ont pas été convoquées. Vous pouvez le dire de ma part au chef du gouvernement italien. »

Comme on le voit, le Saint-Siège, moins attentif aux questions territoriales qu'aux aspects moraux des problèmes, se plaignait surtout de l'oppression du faible.

V

Mais qu'avait pensé le Saint-Siège de la guerre italo-abyssine ? Il avait parfaitement vu, et d'emblée,

> « ce qu'il y avait de critiquable dans l'invasion de l'Abyssinie, par le seul fait que c'était une agression délibérée, et ce qu'il y avait de dangereux dans ses conséquences, parce qu'elle ne pouvait rester sans répercussions sur la situation internationale. »

Dès l'été de 1935, Pie XI faisait part de son jugement et de ses alarmes, à notre ambassadeur. Son jugement était nettement désapprobateur et ses alarmes venaient des complications entrevues. Il parlait tout haut, du reste. Il profitait des audiences publiques pour exprimer son sentiment, et répétait ce mot du psalmiste qui lui était familier : *Dissipa gentes quæ bella volunt !* Une autre fois, il exposa, devant un auditoire d'infirmières de la Croix-Rouge, sa doctrine sur le droit de faire la guerre et condamna le sophisme de la guerre préventive pour camoufler une agression. « Je peux certifier continue M. Charles-Roux, que lorsque le texte de cette allocution eut paru dans l'*Osservatore romano*, ceux à qui la théorie s'adressait ne furent pas longs à s'en reconnaître destinataires et que leur mauvaise humeur le prouva. »

Le Saint-Siège ne s'en tint pas là. Il prit, coup sur coup, deux initiatives diplomatiques pour tenter de résoudre le conflit par un compromis, et pour arrêter les hostilités. Le pape avait bien prévu les conséquences néfastes de l'entreprise. Ces conséquences, elles se dérouleraient moins en Abyssinie qu'en Europe. La formation de l'axe Rome-Berlin fut la principale d'entre-elles. Ce rapprochement entre les deux puissances fut mal vu au Vatican. D'autant plus que ce rapprochement, en liant le destin de l'Italie à celui de l'Allemagne, conduisait fatalement à la plus terrible des guerres. En outre, on sentait bien qu'il était inévitable que le nazisme exerçât sur le fascisme une influence, qui ne pouvait pas ne pas être fâcheuse. De fait, la contagion se produisit : hypertension du nationalisme au dehors, — hypertension du totalitarisme au dedans. L'Italie est pacifique, on allait faire violence à son tempérament. Elle est foncièrement catholique, on allait altérer sa tradition nationale la plus essentielle. D'où nuages nombreux entre le Quirinal et le Vatican. Quand Pie XI mourut, les relations étaient devenues délicates. « Le pape se proposait de lire à une assemblée plénière des évêques d'Italie un discours, déjà tout préparé et imprimé, dont la lecture n'eût sans doute pas été agréable à Mussolini. »

Toutes ces circonstances conduisirent à un resserrement entre le Vatican et la France. La situation religieuse, chez nous, s'était en somme sinon totalement améliorée, du moins apaisée. L'anticléricalisme était publiquement répudié, dans les milieux politiques de gauche. La paix était laissée aux consciences. Le catholicisme attestait une vitalité intense, produisait des œuvres de jeunesse, de piété, d'intérêt social, de plus en plus actives, tenait des Semaines sociales, des congrès, poursuivait glorieusement ses grandes traditions dans le domaine missionnaire. Au dehors, notre politique, malheureusement peu clairvoyante et ferme, était du moins pacifique, et s'appuyait sur le droit international. C'était tout à fait le point de vue du Saint-Siège. Et c'est ce qui explique le rapprochement qui se produisit entre Paris et le Vatican. En janvier 1935, visite officielle de notre ministre des Affaires étrangères au pape. En juillet 1935, mission du cardinal Pacelli à Lourdes, en qualité de légat *a latere*. C'était la première fois, depuis 120 ans, qu'un Cardinal Secrétaire d'Etat venait officiellement en France, y était reçu ès-qualité à la frontière par un membre du gouvernement, par les autorités civiles et militaires de la région, conduit à destination en train spécial, salué solennellement à son arrivée et à son départ, par la force armée, harangué par un ministre et un préfet. Ce fut la première fois que, de part et d'autre, on put se féliciter d'une certaine identité de vues sur le plan moral.

Vinrent ensuite les missions de légat confiées au cardinal Verdier à Prague, Dakar, Alger. En juillet 1937, la mission du cardinal Pacelli à Lisieux, en qualité de légat, sa réception encore plus solennelle que la fois précédente de la part des autorités de l'Etat, accueil indescriptible de la part de la population, sermon mémorable du légat, en notre langue, à Notre-Dame, sur « la vocation de la France », cérémonies à Montmartre, démonstrations officielles au quai d'Orsay, à l'Elysée, à l'Hôtel de Ville. Il fut même dit alors expressément que le pape en personne serait venu à Lisieux, si les circonstances lui avaient permis de quitter Rome.

Tout cela était si significatif que la presse étrangère s'en offusqua, et crut pouvoir parler d'un « axe Paris-Vatican ».

> « C'était, je n'hésite pas à le dire, déclare M. Charles-Roux, arbitraire. Ces pièces de mécanique politique n'existent pas au Vatican, qui n'a pas d'atelier pour les forger, ni d'arsenal pour les entreposer ».

Il n'en reste pas moins que, dans la mêlée internationale, c'était entre la France et le Vatican que les analogies de sentiments étaient le plus sensibles. Aussi ne doit-on pas s'étonner de l'émotion que souleva en France la nouvelle de la mort de Pie XI. « L'éloge funèbre du Souverain Pontife prononcé, au Palais-Bourbon et au Luxembourg, par les présidents des deux Assemblées, devant les sénateurs et les députés debout, je ne crois pas que cela se fût jamais vu dans les annales du parlementarisme français. »

Et comme suite à cet état d'esprit, quelle ne fut pas la satisfaction, en France, causée par la nouvelle de la prompte élection au Souverain Pontificat du cardinal Pacellli, « à qui ses missions en France avaient créé un lien personnel avec notre pays. »

Quelle conclusion tirer de tout cela ? M. Charles-Roux n'hésite pas : « La concordance de nos aspi-

rations nationales, de nos conceptions françaises, avec les sentences d'une justice suprême, qui s'adresse aux hommes, mais qui prend ses inspirations au-dessus d'eux ! » Et l'on ne saurait parler plus grandement ni plus chrétiennement.

VI

Ouvrons maintenant la *Revue de Paris* d'août 1946, pour y trouver la suite de cet intéressant témoignage. Ici, nous pourrons aller plus vite, car M. Charles-Roux passe en revue ses faits que nous avons signalés (10 et 17 octobre), dans les pages consacrées aux actes de Pie XII en face de la guerre et de la paix. Rappelons-les en courant : le 3 mars 1939, discours aux cardinaux, au lendemain de l'élection au pontificat, appel aux nations pour la paix ; 9 avril, discours à Saint-Pierre, pour réclamer « l'exemplaire fidélité à la parole donnée ». Le 5 mai, notre ambassadeur apprend du cardinal Maglione, devenu secrétaire d'Etat, que les nonces à Rome, Berlin, Varsovie et Paris ont reçu l'ordre de proposer une conférence pour la liquidation des différends germano-polonais et franco-italien.

Ainsi s'affirme la politique du Vatican : il ne lui appartient pas de proposer des solutions concrètes, mais de rapprocher les esprits et de les convier à des procédés pacifiques. Les réponses des gouvernements furent courtoises, mais négatives. La réponse la plus réservée fut celle de la Pologne, où le colonel Beck était en froid avec le Saint-Siège. La réponse de Berlin fut des plus rassurantes :

« Hitler disait ne pas songer à la guerre, estimer que la question de Dantzig n'y pouvait pas conduire, bref ne pas voir dans le litige germano-polonais l'objet d'un conflit armé. »

« Cette réponse de Berlin surprit le Vatican par son calme et son ton conciliant. Elle était un chef-d'œuvre d'hypocrisie. »

Le 2 juin, Pie XII faisait allusion, devant le Sacré-Collège, à ces dispositions pacifiques.

Il ne pouvait cependant être dupe des apparences. Le *pacte d'acier*, du 22 mai 1939, entre l'Italie et l'Allemagne, lui avait spécialement déplu. Il voulait à tout prix que l'Italie restât hors du conflit, s'il éclatait. Il se réjouit, pour cette raison, de deux clauses du pacte : 1° clause de consultation entre les deux alliés, qui s'engageaient à ne rien faire sans s'entendre au préalable, — 2° réserve secrète, par laquelle Mussolini exigeait qu'il n'y eût rien, avant trois ans, qui pût conduire à la guerre.

Pie XII savait trop bien l'impréparation militaire de l'Italie, la soif de paix du pays entier. Il essaya de persuader au dictateur fasciste de freiner sur le nazisme, et, en tout cas, de ne pas le soutenir par les armes. Mais s'il agissait plus fortement sur le Quirinal, il faisait aussi entendre à Berlin et à Varsovie, des avis de modération et de prudence. « Hitler et Ribbentrop continuèrent à déclarer que l'Allemagne ne songeait pas à résoudre par la force les questions de Dantzig et du corridor. Ils entretenaient dans cette illusion leurs propres alliés fascistes. »

Le 11 août, entrevue de Ciano avec Ribbentrop à Salzbourg, puis avec Hitler à Berchtesgaden. « L'on sut vite, au Vatican, que ces entretiens avaient été dépourvus d'aménité. « Cela n'a pas bien marché à Salzbourg », me dit le cardinal Maglione, avec une visible satisfaction. »

Ciano avait eu la mission de dire que l'Italie ne pouvait participer à la guerre avant longtemps, et on lui avait répondu que la guerre était irrévocablement décidée et qu'elle éclaterait avant l'automne. On en était en effet à trois semaine ! « Des scènes vives avaient eu lieu... Les Allemands s'étaient emportés en propos malsonnants sur la maison de Savoie. » Pie XII apprit avec satisfaction que les rapports entre fascistes et nazis étaient tendus, mais avec alarme, que la guerre approchait ! Il chargea le nonce au Quirinal de suivre les événements de près, d'insister pour que l'Italie retînt son alliée, ou en tout cas refusât de la suivre.

Le 19 août, devant des pélerins, il implore « pour la paix ». Le 24 août appel par radio au monde. Le pape disait :

« Rien n'est perdu avec la paix : tout peut être perdu avec la guerre. Les empires qui ne sont pas fondés sur la justice ne sont pas bénis de Dieu. La politique émancipée de la morale trahit ceux qui l'ont voulue telle. »

Mais les événements marchaient à une allure accélérée. Le 23 août, pacte germano-russe. La Pologne est prise dans la tenaille. Lee pape est très inquiet pour elle. M. Charles-Roux avait surtout la mission de s'informer de l'attitude de l'Italie. Le Vatican l'appuyait de tout son pouvoir. Les contacts entre le Saint-Siège et le Quirinal était constants.

« Dès le 28 août au matin, une personnalité vaticane confiait à l'un de mes secrétaires que la neutralité de l'Italie était chose d'ores et déjà décidée... Peu d'instants après, je me trouvais moi-même en conversation à la secrétairerie d'Etat. La même information m'y fut communiquée. »

M. Charles-Roux en avertit instantanément le Quai d'Orsay par télégramme et son collègue à Rome, François-Poncet, par un billet ainsi conçu : « *Neutralitas neutralitatum et omnia neutralitas*, telle est la prophétie lancée ce matin du Vatican ».

Cependant, les choses étaient un peu moins nettes. Dès le 29, Pie XII, recevant notre ambassadeur à Castel-Gandolfo, lui disait : « Selon ce qui m'est revenu, l'Italie se tiendrait en dehors : neutralité bienveillante à ses alliés, avec appui de presse et d'opinion, concours diplomatique, facilités matérielles. » Le 31, Ciano disait au nonce, Mgr Borgongini-Duca, qui lui avait insinué : « Quoi qu'il en soit de l'avenir, j'espère bien que l'Italie ne bougera pas ». — « Cela, c'est une autre question. L'Italie, avant de se mettre en mouvement, y pensera beaucoup, y pensera bien, avec tout le calme et l'attention désirables. » Réponse pas très rassurante en somme, qui subordonnait l'attitude de l'Italie aux chances de victoire !

Le même jour, 31, vers une heure de l'après-midi, le cardinal Maglione remettait à M. Charles-Roux une courte note, par laquelle le pape « suppliait au nom de Dieu » les cabinets de Berlin et Varsovie, de ne rien faire d'irréparable, et ceux de Paris, Londres et Rome d'appuyer cette démarche du Saint-Siège auprès de leurs alliés respectifs. « Cet émouvant message fut bien accueilli à Londres et à Paris, où l'on en tint compte, puisque, pendant trois jours encore après l'avoir reçu, l'on s'abstint de rompre le fil de la négociation. » Bon accueil aussi au Quirinal. Mais mouvement d'impatience de Beck, à Varsovie, en recevant le nonce. Quant à Hitler, ce fut dans la nuit même du jour où lui était parvenu l'appel du Saint-Père qu'il

donna l'ordre d'attaque. « Tel fut le cas qu'il fit de la supplication du Saint-Père « au nom de Dieu ».

Le lendemain, 1er septembre, l'ambassadeur retourne auprès du cardinal Maglione. On tenait surtout à savoir ce que ferait l'Italie. Ciano annonça qu'elle resterait dans la « non-belligérance », terme nouveau en droit international. Ce n'était ni la guerre ni la neutralité.

Le 4 septembre, le *Popolo d'Italia*, ancien journal de Mussolini, lançait un article, évidemment inspiré, contre les « démoploutocraties ». Le ton n'était pas celui de la neutralité. Pie XII voulut en avoir le cœur net. Il chargea le P. Tacchi-Venturi, S. J., d'aller voir Mussolini, pour l'exhorter à tenir l'Italie hors de la guerre. Mussolini trouva un prétexte pour ne pas recevoir le R. P. et le renvoya à Ciano, qui le reçut le 6 septembre. Il lui dit catégoriquement : 1° la déclaration du 1er septembre équivaut à une vraie déclaration de neutralité, — 2° l'intention du chef du gouvernement est que l'Italie reste dans cette position jusqu'à la fin du conflit, qui peut s'arrêter dès la fin de la guerre avec la Pologne, — 3° il est impossible humainement de prévoir les événements qui pourraient contraindre l'Italie à suivre une autre ligne de conduite. Et il ajouta que personnellement, « il continuerait... à tenir ferme pour la neutralité ». Ce n'était pas rassurant.

Le Vatican nous tenait au courant du résultat de ses démarches. Pie XII voyait avec douleur l'effondrement de la Pologne. Le 14 septembre, recevant les lettres de créance d'un nouvel ambassadeur de Belgique, il s'élevait contre le fléau de la guerre. Le 18, de même, pour le ministre de Lithuanie. Le 28, le cardinal Hlond adressait du Vatican, par radio, un appel enflammé à ses compatriotes. Le 30, le pape recevait les Polonais de Rome et leur adressait un chaleureux discours, tandis que Mussolini, le 23 septembre, avait déclaré froidement : « *Liquidata la Polonia*... La Pologne liquidée ! »

« C'était parler d'une nation de 30 millions d'âmes comme on ferait d'un actif financier englouti dans une opération malheureuse ».

L'*Osservatore romano* ne laissait passer aucune occasion d'affirmer des principes entièrement opposés à ceux des Allemands. Et loin de lui nuire, cela lui faisait en Italie une publicité prodigieuse, qui se traduisait par une diffusion énorme, dont se plaignit Mussolini.

Le pape, on l'a vu, ne perdait acune occasion de poser les conditions d'une paix juste.

« Je reçus, dit M. Charles-Roux, une lettre personnelle de M. Herriot, me demandant de lui envoyer le texte de l'allocution du Saint-Père [à Noël 1939]. Et le 11 janvier 1940, le Président de la Chambre disait, dans son discours d'ouverture de la session parlementaire : « Notre conception de la paix correspond aux nobles pensées qu'exprimait, à la veille de Noël, le pape Pie XII. »

Grande émotion aussi par la nouvelle du message de Roosevelt au Saint-Père et l'envoi auprès de lui de M. Myron-Taylor.

« Le 11 mars, Ribbentrop, venu pour conférer avec Mussolini et Ciano, fut reçu par le pape et le cardinal Maglione. Il se déclara, devant eux, absolument certain de la complète victoire de l'Allemagne avant la fin de l'année 1940 et affirma l'unanimité du peuple allemand à suivre son Führer, farouchement résolu à vaincre totalement. Pie XII lui fit entendre de si dures vérités, sur les griefs de l'Eglise contre les nazis dans le Reich et en Pologne, qu'avant d'entrer chez le cardinal Maglione, il défaillit et perdit presque connaissance. Revenu à lui, il eut à subir, après les amers reproches du Saint-Père, ceux du Secrétaire d'Etat. »

Toujours anxieux de retenir au moins l'Italie, le Saint-Père se décida le 21 avril à une démarche tout à fait insolite. Il écrivit une lettre personnelle au Duce pour faire appel à son sens de la responsabilité et le dissuader de recourir aux armes. Mussolini fit attendre 9 jours sa réponse. Il la donna alors par écrit. On y lisait cette phrase : « Si l'Italie devait demain descendre en lice, c'est que son honneur, ses intérêts et son avenir le lui auraient imposé avec une évidence solaire — *con una evidenza solare* ».

Averti, le 7 mai, notre ambassadeur peut écrire : « J'en conclus aussitôt que « l'évidence solaire » brillerait aux yeux de Mussolini, si nous étions un jour en mauvaise posture militaire. » Le lendemain il apprenait l'imminence de l'offensive allemande sur notre front, et télégraphiait immédiatement à Paris. Le 10, l'information se vérifiait à la lettre. Le pape protestait contre l'invasion de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg. Devant les aigres récriminations de Mussolini, portées par l'ambassadeur italien Alfieri, le pape répondit magnifiquement, qu'il ne craignait pas même « d'aller dans un camp de concentration » ! Le 20 mai, M. Charles-Roux, nommé Secrétaire général aux Affaires étrangères, faisait ses adieux à Rome. Il y laissait le pape angoissé sur nos propres malheurs. On sait la suite.

L. Cristiani.

Chronique de Théologie

(Suite)

IV. — Définibilité de l'Assomption

Le mouvement catholique en faveur d'une définition dogmatique de l'Assomption s'est considérablement développé depuis le concile du Vatican. Aujourd'hui c'est par millions que les signatures couvrent les pétitions adressées au Souverain Pontife. L'*Osservatore Romano* du 21 février 1945, dans un article impressionnant, retraçait la genèse de ce mouvement auquel le Saint-Père vient de répondre en adressant aux évêques du monde entier une lettre leur demandant de faire connaître leur jugement.

Mais une vérité ne saurait être définie comme dogme de foi, si elle n'appartient pas au dépôt de la révélation. L'effort des théologiens a donc été, depuis plus de trente ans, de montrer comment l'Assomption de Marie se rattache au dépôt des vérités révélées.

* *

Il n'est pas possible, dans l'état actuel de nos connaissances de prouver ce caractère révélé en se plaçant sur le terrain strictement historique, c'est-à-dire en cherchant, à démontrer, à l'aide de documents authentiques, que cette vérité fut admise dans l'Eglise depuis l'âge apostolique. Dom Paul Renaudin, l'un des principaux champions de la définibilité de l'Assomption, avait, en 1913, esquissé

une preuve de ce genre [1] ; dans une mise au point plus récente, il reconnait expressément l'impossibilité actuelle d'étayer solidement la preuve historique [2]. Les cinq premiers siècles chrétiens sont en effet muets sur l'Assomption.

En 1926, le P. Martin Jugie avait voulu combler ce vide des cinq premiers siècles et, dans une étude fort remarquée [3], faisait défiler comme témoins plus ou moins formels de l'Assomption, S. Hippolyte et S. Grégoire le Thaumaturge (IIIe s.), l'arien Eudoge, S. Ephrem, S. Epiphane (IVe s.). La critique du P. Cavallera a démoli la plupart des conclusions du P. Jugie [4] et, aujourd'hui, celui-ci semble avoir abandonné lui-même la preuve strictement historique [5].

Peu de temps après l'essai infructueux des *Echos d'Orient*, M. K. Wiederkehr reprenait à son compte l'argument historique dans une petite monographie [6]. Mais les sept témoignages nouveaux qu'il y présente sont d'une valeur plus que douteuse [7]. Le P. Merkelbach peut donc conclure : « L'Assomption ne peut être *directement* démontrée par la voie historique : les témoignages invoqués ne sont pas suffisants et ne fournissent aucune preuve explicite. Epiphane, Ephrem et Jérôme, qui auraient pu savoir, ne savent rien de la mort, du sépulcre de la bienheureuse Marie et de la façon dont elle a été transportée au ciel. Les récits qu'on rapporte du « passage » (*transitus*) de la bienheureuse Vierge sont extraits d'apocryphes qui ne méritent pas créance, comme l'a déclaré le pape Gélas à propos du *Transitus Mariæ* faussement attribué à Méliton [8]. »

Il n'est pas interdit, toutefois, de trouver dans les éloges magnifiques décernés à la Vierge, par des Pères très anciens une sorte de préjugé favorable à la doctrine de l'Assomption. En soulignant le parallélisme qui rapproche Marie de Jésus, S. Irénée, S. Hippolyte, S. Grégoire le Thaumaturge, S. Ephrem, S. Epiphane ont fourni une première indication permettant de conclure théologiquement de l'Ascension du Fils à l'Assomption de la Mère [9].

* *

Peut-on justifier la définibilité de l'Assomption par une révélation, tout au moins implicite, de ce « dogme » dans l'Ecriture ? — D'excellents auteurs l'ont pensé, en nuançant leur réponse affirmative de considérations personnelles. On ne retiendra ici que deux noms, les PP. Mattiussi [10] et Deneffe [1], s. j.

Des sept questions examinées dans la brochure du P. Mattiussi, la troisième était ainsi libellée : « L'Assomption de la sainte Vierge est-elle prouvée efficacement par l'Ecriture sainte ? » Le P. Mattiussi y répond affirmativement, en se référant aux deux textes, Gen., III, 15 et Luc, I, 28 sur lesquels la bulle *Ineffabilis* s'est appuyée pour définir l'Immaculée Conception. A ces deux textes, le P. Deneffe ajoute : 1° La salutation d'Elisabeth à Marie : « Vous êtes bénie entre toutes les femmes » (Luc, I, 42). La bénédiction de Marie serait l'antithèse de la malédiction reçue par Eve et engloberait le triomphe sur la mort infligée à celle-ci ; 2° Le verset : *Surge, Domine, in requiem tuam, tu et arca sanctificationis tuæ* (Ps., CXXXI, 8), *arca* devant s'entendre au sens typique de Marie, enlevée au ciel ; 3° peut-être aussi I Cor., XV, 21-23, la Vierge devant être associée au Christ comme cause de notre résurrection [2].

A parler franc, ce ne sont pas là des preuves scripturaires proprement dites : « Il faut certainement, écrivait le P. d'Alès, quelque bonne volonté pour découvrir dans nos Livres saints la doctrine de l'Assomption corporelle. La lettre est muette sur ce fait précis. Les premiers siècles chrétiens ne l'y ont pas discerné ; même avec des yeux de lynx, on ne l'y discernera jamais, *à moins de projeter sur les pages de nos saints Livres, la lumière d'une foi réfléchie* [3]. » C'est une projection de ce genre qu'ont réalisée les PP. Mattiussi et Deneffe, et qui leur a permis de trouver dans le texte inspiré une foi déjà acquise d'ailleurs. Laissons de côté les sens typiques que ne justifie aucune interprétation moralement unanime des Pères. Si le sens littéral de Gen., III, 15 devait s'appliquer à Marie [4], il ne s'ensuivrait pas encore que son triomphe sur la mort soit inclus dans le Protévangile. Le triomphe sur le péché justifie pleinement le sens de la prophétie. Il faut en dire autant de Luc, I, 28, puisque l'ange n'y déclare pas à quels privilèges de grâce doivent s'étendre ses paroles [5]. Fondements scripturaires, peut-être ; preuves scripturaires, à coup sûr, non.

* *

Pour résoudre la difficulté, dirons-nous avec le P. Müller [6] que la vérité de l'Assomption est formellement, quoique d'une manière simplement implicite, contenue dans le dépôt de la révélation faite aux Apôtres ? Pour ce théologien, la vérité de l'Assomption serait implicitement incluse dans

[1] *La doctrine de l'Assomption de la T. S. Vierge et sa définibilité comme dogme de foi catholique*, Paris, 1913, p. 105-131.

[2] *Assumptio B. Mariæ Virginis Matris Dei*, disquisitio theologica, Turin, 1933.

[3] *La mort et l'Assomption de la Sainte Vierge dans la tradition des cinq premiers siècles*, dans les *Echos d'Orient*, 1926, p. 5-20 ; 129-143.

[4] *A propos d'une enquête patristique sur l'Assomption*, dans le *Bulletin de littérature ecclésiastique* de Toulouse, 1926, p. 97-116.

[5] Voir plus loin, dans la dernière partie de cet article.

[6] *Die leibliche Aufnahme der allerseligsten Jungfrau Maria in den Himmel*, Einsiedeln, 1927.

[7] Merkelbach, O. P., *Mariologia*, Paris, 1939, p. 276, note 2.

[8] Id., *ibid.*, p. 274. Le *Transitus Mariæ*, édition corrigée postérieurement en Occident est édité dans la Patrologie grecque, t. V, col. 1231-1240. Mais A. Wilmart en a donné une édition nouvelle, *L'ancien récit latin de l'Assomption* dans les *Analecta Reginensia*, Rome, 1933, p. 327-357.

[9] En ce sens, C.-M. Cervetti, *La Asunción de la Santissima Virgen en cuerpo y alma a los cielos*, Santiago de Chile, 1922. Cf. d'Alès, *Assomption* dans les *Etudes*, 20 août 1923, p. 260-261.

[10] Guido Mattiussi, *Utrum corporea Virginis assumptio ad fidei catholicæ depositum pertineat*. Acquapendente, 1922. Etude vulgarisée en France par M. Favier, *L'Assomption corporelle de la Mère de Dieu*, Paris (*Spes*), 1926.

[1] Deneffe. *Gehœrt die Himmelfahrt Mariæ zum Glaubenschatz ?* dans *Scholastik*, t. III (1928), p. 190-218.

[2] Cf. *Ami*, 1933, p. 488-489.

[3] Art. cité des *Etudes*, p. 263. La fin de la citation est soulignée par nous.

[4] Voir *Ami*, ci-dessus, p.

[5] Cf. Merkelbach, *op. cit.*, p. 274-275.

[6] Fr. Sal. Müller, *Origo divino-apostolica doctrinæ electionis Beatissimæ Virginis ad gloriam cœlestem quoad corpus*, Innsbrück, 1930, Cf. *Ami*, 1932, p. 40.

trois vérités de foi plus compréhensives : l'association de la Vierge Marie au Christ dans la victoire sur la mort ; l'Immaculée Conception, exemptant la Sainte Vierge du péché originel et de ses suites ; la maternité virginale qui est une garantie de droit contre la corruption du tombeau.

Présenté sous cette forme, l'argument a paru bien fragile à d'excellents théologiens : « C'est par un véritable abus de mots que l'on parle ici de révélation formelle, fût-elle implicite », déclare le P. d'Alès à propos de la thèse soutenue par son confrère ; et il ajoute : « On rendrait mieux raison de la genèse de certains autres points définis — par exemple : l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge et la transsubstantiation eucharistique — en reconnaissant franchement le rôle de l'argumentation théologique, instrument providentiel d'explication de quelques dogmes contenus dans le dépôt divino-apostolique à l'état de révélation virtuelle [7]. »

L'Assomption serait donc une de ces vérités, non pas formellement révélées, mais *virtuellement contenues* dans le dépôt révélé. C'est par un raisonnement théologique proprement dit qu'on l'en ferait sortir et qu'on lui conférerait tout d'abord le caractère de conclusion théologique. Mais « si la définition de l'Eglise intervient, cette conclusion théologique change de nature et, de pur objet de science théologique qu'elle était jusque-là, elle devient, au sens le plus formel, une vérité de foi, un dogme de foi divine [8]. »

Dans le cas de l'Assomption, la raison théologique argumente d'après les données de l'*analogie de la foi :*

« La Foi nous montre dans la mort corporelle la conséquence et la vive image du péché. La Foi nous montre encore, dans la résurrection corporelle du Sauveur, la revanche du Christ sur le péché et sur la mort. La Foi nous montre enfin, entre le Fils et la Mère, la plus étroite solidarité de grâce, et nous incline à revendiquer pour Marie tout privilège qui n'est pas incompatible avec la condition de pure créature ni avec les prérogatives incommunicables du Verbe incarné. Or la résurrection corporelle, presque immédiatement consécutive à la mort, ne répugne pas à la condition de pure créature, n'empiète pas sur les prérogatives incommunicables de Jésus, mais va directement dans le sens de l'assimilation de Marie à Jésus, quant aux privilèges surnaturels concernant la victoire totale sur le péché. Donc la Foi nous incline à tenir la résurrection corporelle, presque immédiatement consécutive à la mort, pour incluse dans le concept général de la suréminence revendiquée pour Marie par la tradition dogmatique. » [9]

L'analogie de la foi permet à la pensée chrétienne de mieux saisir les harmonies profondes qui unissent la croyance à l'Assomption, non encore définie, à la croyance à l'Immaculée Conception, déjà article de foi : le privilège initial d'une grâce totale n'appelle-t-il pas le privilège final d'une glorification complète ?

Il n'est, certes, aucun théologien qui n'admette la haute convenance d'une telle analogie. Mais on a fait observer qu'un argument de haute convenance n'est pas absolument décisif et que la conclusion qu'on en tire n'est pas suffisamment garantie, surtout au point de vue dogmatique : « Ni de la maternité divine, ni de la communauté de vie entre le Christ et Marie qui en est la suite, ni de l'honneur spécial rendu à sa mère par les serviteurs du Christ, ni de la coopération singulière de Marie à l'œuvre rédemptrice, on ne peut conclure, avec une logique absolument contraignante, à la glorification anticipée de son corps dans le ciel [10]. »

A cette difficulté jugée insoluble par d'aucuns, s'ajoute la controverse touchant la définibilité de certaines conclusions théologique, comme l'ont entendu le P. Marin-Sola, le P. de Grandmaison, le P. d'Alès et plusieurs autres. Aussi de bons auteurs estiment impossible la définition de l'Assomption, aussi bien au point de vue théologique qu'au point de vue historique.

* *

Mais, reprennent les partisans de la définibilité, pareilles difficultés ont été soulevées jadis à propos de l'Immaculée Conception. Or toutes les objections se sont évanouies dès l'instant que Pie IX a déclaré que « la doctrine suivant laquelle... la très bienheureuse Vierge Marie a été, au premier instant de sa conception, préservée de toute tache du péché originel, *est une doctrine révélée de Dieu...* [1] » Par le fait même et en raison de l'infaillibilité doctrinale de l'Eglise, il devenait indubitable que l'Immaculée Conception est une vérité appartenant au dépôt de la révélation : « Preuve indirecte et de pure autorité, dirons-nous avec le P. Le Bachelet, mais décisive, puisqu'elle s'appuie sur la promesse d'inerrance faite à l'Eglise par son fondateur. Là est le dernier mot pour les catholiques ; s'ils croient que l'Immaculée Conception de Marie est une vérité divinement révélée, c'est surtout à cause de l'autorité infaillible de l'Eglise qui l'a solennellement affirmée [2]. » Les arguments d'Ecriture et même de Tradition (au sens objectif du mot, c'est-à-dire de la vérité transmise depuis les apôtres) passeraient donc ici au second plan : le « fait de l'Eglise », c'est-à-dire l'enseignement actuel de l'Eglise (la Tradition au sens formel du mot) soit par son magistère ordinaire, soit couronnant la croyance enseignée par ce magistère, par un acte du magistère extraordinaire, devient l'élément primordial, sinon essentiel [3]. C'est d'une façon analogue qu'il conviendrait, semble-t-il, d'envisager la définibilité de l'Assomption. Telle était, en 1924, au Congrès marial de Nantes, la pensée de P. Bainvel. L'*Ami* résumait ainsi cette pensé :

« Pour montrer que l'Assomption est une vérité révélée — c'est là tout le point délicat de la controverse —, il ne faut pas porter la doctrine de l'Assomption sur le terrain historique. Ce serait déplacer la question, et c'est

[7] *Recherches de science religieuse*, 1931, p. 241.

[8] Marin-Sola, O. P., *L'évolution homogène du dogme catholique*, Paris, 1924, cf. *Ami*, 1925, p. 162.

[9] D'Alès, art. cité, *Etudes*, p. 264.

[10] J. Rivière, *La question mariale dans la théologie contemporaine*, dans la *Revue des Sciences Religieuses* (Strasbourg), janvier 1931, p. 28. Rivière résume ici la pensée fondamentale des écrits du Dr Johann Ernst, *Die leibliche Himmelfahrt Mariæ historisch-dogmatisch nach ihrer Definierbarkeit beleuchtet*, Ratisbonne, 1921 ; différents articles dans la *Theologisch-pracktische Quartalschrift* de Linz (1921, 1924, 1925, 1927) ; et enfin *Neues zur Kontroverse über die Definierbarkeit der Himmelfahrt Mariæ* dans *Bonner Zeitschrift für Theol. und Seelsorge*, 1929, p. 289-304, et 1930, p. 16-31.

[1] Bulle *Inneffabilis*, Denz.-Bann., n° 1641.

[2] *Art. cité*, col. 1208.

[3] Voir les discussions préparatoires de la bulle *Ineffabilis*, *art. cité*, col. 1202.

parce que M. Ernst s'est placé uniquement sur ce terrain qu'il ne voit pas la possibilité de conclure à la définibilité de l'Assomption. Mais nous devons être certains du caractère révélé de cette vérité, non parce que nous la découvrons dans l'Ecriture, où elle ne se trouve pas, non parce qu'elle est affirmée par la plupart des théologiens, qui sont simplement l'Ecole ; mais parce que *telle est la croyance générale de l'Eglise*. L'Eglise tout entière, soit enseignante, soit enseignée, croit actuellement à l'Assomption corporelle de Marie ; donc elle y a toujours cru. » [4]

Rien de plus opportun pour montrer cette croyance générale de l'Eglise que la monumentale publication récemment sortie des presses de la typographie vaticane : *Petitiones de Assumptione corporea B. V. Mariæ in cœlum definienda ad S. Sedem delatæ* [5].

L'ouvrage est en deux parties. La première contient le texte des pétitions, présentées selon l'ordre *hiérarchique*. Les pétitions émanant des simples prêtres et des fidèles n'y figurent, à part quelques exemples choisis, que sous forme de statistiques générales. Mais toutes les pétitions épicopales sont relatées dans leur texte intégral, dans l'ordre hiérarchique de leurs signataires. Une brève recension leur est annexée, indiquant les particularités de la supplique : précisions apportées à la doctrine qu'il s'agit de définir, qualification théologique de la vérité, supplique personnelle ou collective, formule proposée, etc.... Il a fallu fouiller les archives romaines, les actes des congrès, les recueils et les périodiques, et il fut impossible de consulter les bibliothèques étrangères. On voit par là que, malgré sa haute valeur documentaire, le travail de nos deux auteurs n'est vraisemblablement pas exhaustif.

La seconde partie présente l'ordre *dogmatique*, *géographique* et *chronologique* des pétitions. La première section « dogmatique » fait voir que sur 3018 pétitions adressées au Saint-Siège, de 1869 à 1941 par les cardinaux, patriarches, évêques et abbés *nullius*, 2917 — soit plus de 96 % — demandent que l'Assomption corporelle de la Vierge soit définie comme une vérité révélée par Dieu et qu'il faut croire de foi divine. Un chapitre particulier concerne le fait de la mort de la bienheureuse Vierge. Enfin un dernier chapitre relate les arguments apportés en faveur, soit de la vérité, soit de l'opportunité de la définition. — La seconde section « géographique » montre comment les pétitionnaires se répartissent sur la surface du globe. Près des trois quarts des évêques résidentiels ont spontanément manifesté leur jugement favorable. Est-ce là l'unanimité morale de l'Eglise enseignante ? Il semble bien qu'on doive répondre affirmativement ; on ne peut, en effet, soupçonner les autres évêques d'être d'un avis opposé, et cette induction est d'autant plus vraisemblable que le jugement de tous les orientaux — unis ou schismatiques — est favorable à l'Assomption corporelle. — La dernière section « chronologique » est constituée par une solide dissertation historique de G. Hentrich sur le mouvement qui, depuis 1869 à nos jours, n'a cessé de s'affirmer et de croître en faveur de la définition du « dogme » de l'Assomption.

Il ne saurait être question de résumer ici, si brièvement que ce soit, ce travail consciencieux et érudit qui montre ce mouvement aboutissant aujourd'hui à un splendide « plébiscite de l'univers entier ».

Quelles que soient les objections des adversaires — et nos auteurs les discutent et les résolvent avec une sagacité sûre d'elle-même — le recueil de Hentrich et de de Moos apporte la preuve que le magistère ordinaire de l'Eglise s'est déjà prononcé sur le dogme de l'Assomption. On pourrait donc affirmer, semble-t-il, que la question est mûre. Le problème de la définibilité a déjà pour ainsi dire sa solution : la définition solennelle soit du Souverain Pontife parlant *ex cathedra*, soit d'un concile œcuménique ne fera que ratifier une position déjà acquise [6].

* *

L'Assomption corporelle de Marie, vérité révélée ? Soit ! Mais où trouver cette révélation ? Comment cette vérité a-t-elle été communiquée par Dieu ? On n'a constaté jusqu'ici qu'hésitations et incertitudes chez les spécialistes du problème. Faudrait-il en revenir à la solution simpliste du P. Bainvel ? Comment cette vérité a-t-elle été révélée ? « Il n'est pas nécessaire que nous le sachions »[7]. Quant à l'hypothèse, timidement proposée par le même théologien, d'une tradition divino-apostolique servant de base aux récits apocryphes dont S. Jean Damascène s'est fait l'écho, ce n'est qu'une explication possible, à peine plausible, mais sur laquelle on ne peut fonder un argument sérieux.

Un nouvel aspect de la question vient toutefois d'être mis en lumière pas le P. Jugie. Dans les pétitions présentées au Saint-Siège on constate une unanimité morale pour demander la définition du dogme de l'Assomption corporelle de Marie. Mais le fait de la mort est laissée dans l'ombre [8]. Le P. Jugie, dont les travaux antérieurs ont déjà apporté tant de lumière sur le problème historique de l'Assomption, a vu, dans la dissociation de la mort et de l'Assomption de Marie le point de départ d'une nouvelle argumentation en faveur de la définibilité du dogme de l'Assomption mariale [9]. Vouloir lier les deux questions lui semble « compliquer inutilement la question de la définition dogmatique [10]. »

Il reconnaît franchement que dans l'état actuel de la science exégétique, on ne saurait trouver d'attestation *directe, explicite* et *manifeste* dans l'Ecriture

[4] *Ami*, 1926, p. 456.

[5] *Petitiones de Assumptione corporea B. V. Mariæ in cœlum definienda ad S. Sedem delatæ*, propositæ secundum ordinem hierarchicum, dogmaticum, geographicum, chronologicum ad consensum Ecclesiæ manifestandum a Guilhelmo Hentrich et Rudolfo Gualtero de Moos. — Deux vol. de XLIV - 1064, XVI - 110 p., avec deux tables. Cité du Vatican. 1000 lires.

[6] Telle est la conclusion d'un excellent article du P. Müller, *Petitiones de Assumptione corporea B. V. Mariæ in cœlum definienda*, dans *Gregorianum*, 1946, p. 110-135.

[7] Congrès marial de Nantes, 1924, p. 142 ; cf. *Ami*, 1926, p. 456.

[8] Le plus grand nombre des pétitions épiscopales, 2344 sur 3019, ne touchent pas à ce sujet. Sur les 675 autres, 5 semblent nier que Marie soit morte ; 212 demandent que le fait de la mort de la Sainte Vierge soit inclus dans la définition elle-même ; 434 n'envisagent ce fait que comme un simple préambule explicatif de la définition projetée. Enfin, parmi les Pères du concile du Vatican, 24 usent d'expressions assez peu claires en ce qui concerne l'affirmation de la mort de Marie. Cf. Müller, *art. cité*, p. 122.

[9] M. Jugie, A. A., *La mort et l'Assomption de la Sainte Vierge*, in-8 de 750 p. Collection *Studi e Testi*, Biblioteca apostolica Vaticana, Rome, 944.

[10] Id., *op. cit.*, p. 663.